



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC**

11 Laurier St. / 11 rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Centre Block Procurement Directorate/Direction des
achats pour l'édifice du Centre
185 Sparks Street, 3rd floor,
Ottawa
Ontario
K1A 0S5

Title - Sujet Services coûts, temps, et risques	
Solicitation No. - N° de l'invitation EP748-151888/C	Amendment No. - N° modif. 003
Client Reference No. - N° de référence du client 20151888	Date 2017-06-06
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$\$FQ-002-72882	
File No. - N° de dossier fq002.EP748-151888	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-06-13	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Bourret, Jean-Daniel	Buyer Id - Id de l'acheteur fq002
Telephone No. - N° de téléphone (613) 996-0077 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Services de gestion des coûts, du temps, et des risques

EP748-151888/C

1. Modification 003 est émise afin de
 - a. Publier les questions et les réponses 16 à 21.

Question 16: La liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) item 11 a) indique que le fournisseur ne sera pas tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS.

Item 11c) indique que les installations du fournisseur ne serviront pas à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ.

Item 11 d) indique que le fournisseur ne sera pas tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS.

Item 11 e) indique qu'il n'y aura pas un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale.

Les cotes de sécurité du personnel sont toutes à Accès aux emplacements sauf pour l'expert conseil principal en matière de coûts#1.

Puisque le LVERS est clair sur les exigences en matière de sécurité (ci-dessus), et que le manuel de la sécurité industriel indique ce qui suit :

« Une vérification d'organisation désignée (au niveau PROTÉGÉ) est une décision administrative selon laquelle l'organisation peut, au plan de la sécurité, avoir accès à des renseignements et à des biens PROTÉGÉS à un niveau égal ou inférieur à celui de l'attestation délivrée. Lorsqu'une organisation doit avoir accès à des renseignements et à des biens CLASSIFIÉS, il faut consulter la partie II du présent chapitre.

L'organisation doit justifier d'une vérification d'organisation désignée avant de pouvoir se faire attribuer des contrats portant sur des renseignements ou des biens protégés »

La DDP indique que le fournisseur / entrepreneur rencontrerait les exigences des clauses 7.3.1.4.a) et 7.3.4.1 b). Ce qui devrait être la base de 7.3.1.1. Nous avons révisé les pages du manuel de la sécurité industrielle et le LVERS et n'avons pas trouvé d'exigences obligatoires pour une attestation de sécurité d'installations qui n'est pas basée sur le manuel de la sécurité industrielle et le LVERS. Veuillez indiquer si le fournisseur/entrepreneur devrait rencontrer les clauses 7.3.1.4 ou 7.3.1.1 et elles semblent contredire les exigences du besoin.

Réponse 16: Il y a plusieurs types d'attestations de sécurité d'installations tel qu'indiqué dans le manuel de la sécurité industrielle au lien ci-dessous. Une attestation de sécurité d'installations de niveau secret est requise pour ce contrat, puisque les employés du fournisseur auront accès à des renseignements et à des biens protégés et classifiés (LVERS 6a). Les clauses de sécurité ont été fournies par la direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) et sont en conformité avec le LVERS et le manuel de la sécurité industrielle.

<http://iss-ssi.pwgsc-tpsgc.gc.ca/msi-ism/ch3-prt2-fra.html#ch3-357>

Notez que tel qu'indiqué dans le guide de classification de la sécurité, le planificateur principal #1 doit aussi avoir une cote de sécurité au niveau secret.

Question 17: Clause 3.4 Lieu de travail indique que le fournisseur devra offrir la majorité des services au bureau de projet à Ottawa. Par contre, le LVERS indique qu'il n'y a pas d'exigence pour le l'information protégée, est-ce qu'il est prudent d'assumer que TPSGC conservera tout le matériel protégé au bureau de projet?

Sinon, pouvons-nous assumer que seulement l'expert-conseil principal en matière de coûts#1 aura accès à ce matériel?

Réponse 17: Accès aux emplacements est suffisant pour accéder à un site ou du matériel protégé. Seul l'expert-conseil principal en matière de coût#1 et le planificateur principal#1 auront accès à des sites ou du matériel classifié. Tout matériel protégé ou classifié sera produit, entreposé et consulté à l'intérieur du bureau de projet ou dans d'autres bureaux rencontrant les exigences en matière de sécurité.

Question 18: Certains projets ont un statut confidentiel et nous ne pouvons pas partager leur valeur ou une référence. Est-ce qu'une valeur générale de projet peut être fournie (50M\$+, 100M\$+, etc.)?

Réponse 18: Oui, si le promoteur du projet ne vous permet pas de partager la valeur du projet, mais vous permet de partager un intervalle, TPSGC utilisera la valeur la plus basse au fin d'évaluation (ex. 50M\$+ comptera pour une valeur de 50M\$).

Question 19: À la page 118 de l'Annexe D, à la section 2 on peut lire « Fournir une preuve de l'attestation accordée par un établissement universitaire ». Peut-on fournir cette information après l'octroi du contrat?

Réponse 19: La preuve d'éducation devrait être fournie avec la soumission et doit être fournie préalablement à l'octroi du contrat.

Question 20: Un de nos planificateurs principaux a sa cote de sécurité en cours d'évaluation avec TPSGC. Est-ce acceptable pour TPSGC pour l'octroi d'un contrat?

Réponse 20: Oui, la cote de sécurité pour les planificateurs principaux est requise avant le début des travaux.

Question 21: Pour l'Accès aux emplacements pour notre personnel, comment notre personnel peut appliquer pour ce statut et doivent-ils avoir ce statut avant l'octroi du contrat?

Réponse 21: Le personnel proposé pour les ressources exigeant Accès aux emplacements devrait avoir le niveau de fiabilité ou avoir appliqué pour ce niveau de sécurité. Le filtrage de sécurité sera mis à niveau au niveau Accès aux emplacements après l'octroi du contrat et les ressources devront obtenir Accès aux emplacements avant le début des travaux.

Fin de la modification 003